**[81:A:13]**

**Affidavit en réponse**

[*no du dossier de la cour*]

COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

[*intitulé de l'instance*]

AFFIDAVIT DE [*nom*]

Je soussigné [*nom*], de la municipalité de [*municipalité*], ingénieur, DÉLCARE SOUS SERMENT :

1. Je suis le président de l'intimée, [*dénomination sociale*] Ltée. Aux fins du présent affidavit : je tiens pour véridiques les faits dont j'ai été informé par des tiers; quant aux autres faits, ils me sont connus directement.

2. [*Dénomination sociale*] Ltée a recours aux services du cabinet [*nom du cabinet*] depuis quelque douze ans. Elle lui confie des affaires en matière contentieuse et en matière de droit des sociétés. Au cours de ces années, j'ai fait affaire avec plusieurs associés du cabinet [*nom du cabinet*], en particulier avec Mes [*nom*], [*nom*] et [*nom*]. Jusqu'à ce que nous lui confiions l'action intentée contre la Société [*dénomination sociale*] Inc., nous avons été satisfaits des services que ce cabinet nous a rendus, et nous avons payé les comptes qu'il nous a présentés.

3. Le contentieux entre [*dénomination sociale*] Ltée et la Société [*dénomination sociale*] Inc., qui est une entreprise de conditionnement de volaille et qui est établie à [*lieu*], a pour origine la vente de trois convoyeurs industriels. Ces convoyeurs ont été dessinés tout spécialement pour la Société [*dénomination sociale*] Inc., qui vient d'adopter de nouvelles méthodes de cuisson et d'emballage. Après avoir pris livraison des convoyeurs, la Société [*dénomination sociale*] Inc. a refusé de payer un montant de ... $ sur le prix d'achat, en arguant que les convoyeurs ne respectaient pas les spécifications qu'elle nous avait fournies.

4. Le [*date*], j'ai rencontré Mes [*nom*] et [*nom*] pour discuter de l'action que nous projetions d'intenter contre la Société [*dénomination sociale*] Inc. À leur demande, j'ai communiqué avec notre personnel administratif et leur ai fait préparer une copie du dossier des échanges que nous avions tenus avec la Société [*dénomination sociale*] Inc. Mes [*nom*] et [*nom*] ont examiné ce dossier. Le [*date*], nous avons rediscuté de la question.

5. Mes [*nom*] et [*nom*] ont recommandé que notre société intente une action contre la Société [*dénomination sociale*] Inc. et que nous présentions ensuite une motion en jugement sommaire. Bien que je n'aie pas tout compris des étapes de la procédure qu'ils me décrivaient, j'ai accepté leurs recommandations et je leur ai donné les instructions qu'ils demandaient. J'avais toujours été satisfait de leurs conseils.

6. L'action a été introduite le [*date*] et la Société [*dénomination sociale*] Inc. a présenté une défense dans laquelle elle alléguait que les convoyeurs étaient défectueux. Me [*nom*], qui avait pris le dossier en charge, nous a à nouveau recommandé d'intenter une motion en jugement sommaire. Me [*nom*] et moi avons discuté de l'opportunité de cette motion et, en particulier, de nos chances de la faire accueillir, compte tenu de la complexité des questions que soulevait la Société [*dénomination sociale*] Inc. dans sa défense. Me [*nom*] m'a assuré que nos chances de succès étaient très bonnes.

7. La motion en jugement sommaire intentée pour le compte de notre société a été entendue le [*date*]. Avant cette audition, les parties avaient déposé de longs affidavits, qui avaient donné lieu à des contre-interrogatoires d'une durée d'environ six jours. Après deux jours de plaidoiries, Madame la juge [*nom*] a rejeté la motion en jugement sommaire. Dans les motifs de son jugement, elle écrit ce qui suit : «Je suis convaincue que la présente motion n'aurait pas dû être intentée, étant donné les allégations soulevées par la défense. De plus, on n'aurait pas dû poursuivre cette motion après avoir pris connaissance des éléments de preuve que la défenderesse a déposés pour la contrer.» La juge a ordonné que notre société paye les dépens de la motion, soit une somme de ... $, à la Société [*dénomination sociale*] Inc. Les motifs du jugement de Madame la juge [*nom*] sont joints au présent affidavit comme pièce «A».

8. Avant la présentation de la motion en jugement sommaire, jamais Me [*nom*], Me [*nom*], ni personne d'autre du cabinet [*nom du cabinet*] ne m'avaient parlé des conséquences que pouvait engendrer la présentation d'une telle motion au chapitre des dépens. Je sais maintenant, pour l'avoir appris de nos nouveaux procureurs, que la Règle 20 des Règles de procédure civile attache des pénalités, sous forme de dépens, à la présentation d'une motion en jugement sommaire sans motif légitime. Cette règle n'a pas été soulevée lors des discussions que j'avais eues avec nos anciens procureurs avant l'introduction de la motion en jugement sommaire.

9. Les motifs rédigés par Madame la juge [*nom*] m'ont fait douter de la justesse des conseils que j'avais reçus. Aussi ai-je discuté de la motion en jugement sommaire avec d'autres avocats de ma connaissance. Ces discussions m'ont amené, le [*date*] ou vers cette date, à transférer le dossier à nos procureurs actuels.

10. J'ai eu de nombreux pourparlers avec Me [*nom*] au sujet du compte du cabinet de [*nom du cabinet*]. J'ai offert une somme de ... $ en règlement de celui-ci. Je considère que Me [*nom*] n'a pas agi avec compétence en ce qui concerne la motion en jugement

sommaire, et je suis d'avis que notre société ne devrait pas être contrainte de payer le montant total des comptes.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.